

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-scandale-de-la-privatisation-de-l-eau-en-Argentine-eclabousse-le-Groupe-Suez-Vivendi-BM-FMI-etc>

Le scandale de la privatisation de l'eau en Argentine éclabousse le Groupe Suez, Vivendi, BM, FMI, etc.

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : jeudi 10 mars 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

(Version originale en anglais plus bas)

Le Tango de « Aguas » : les bons comptes de la privatisation à Buenos Aires

Mario Parravicino, qui vit avec sa famille dans la ville poussiéreuse de La Matanza, se lève chaque matin priant silencieusement pour qu'il ne pleuve pas. "Quand il pleut souvent des inondations et les eaux d'égout entrent partout," explique cet ouvrier d'usine de 60 ans. "Vous ne pouvez pas utiliser les toilettes parce les eaux remontent. C'est répugnant. "La Matanza est un des quartiers les plus pauvres de la zone métropolitaine de Buenos Aires, un labyrinthe de minuscules blocs de maisons coincées ensemble le long de routes sales. Il n'y a aucun égout, ainsi les pluies inondent les maisons et les fosses septiques, qui débordent souvent dans les puits. L'ébullition est la seule forme de traitement de l'eau, et tout le monde n'a pas les moyens de payer le gaz pour faire bouillir l'eau. Les niveaux de nitrate, provoqués par la contamination d'eaux d'égout, sont dangereusement élevés et les maladies dues à l'eau plus répandues. En Argentine, les infections intestinales causent 20 % des décès d'enfants.

Dans le quartier de Laferrere, la famille Rusman a le même problème. Son puits est seulement à deux mètres de la fosse septique, et l'eau se colore souvent de façon suspecte après les précipitations. "Chaque fois que nous le pouvons, nous la bouillons avant de la boire," explique Alejandra Rusman. "Mais nous n'avons pas souvent l'argent pour payer le gaz. "L'église locale fournit l'eau potable à ceux qui ne peuvent pas payer le gaz, mais les Rusman ne souhaitent pas être des mendiants. Alejandra s'inquiète constamment pour ses deux fils Pablo et Martin, âgés de 7 et 4 ans. "Cette situation est dangereuse parce que nous oublions et les garçons boivent cette eau trouble qui les rend malade, " explique t-elle .

En 1993, le gouvernement a privatisé le service de l'eau de Buenos Aires sous une forte pression de la Banque Mondiale (BM), du Fond Monétaire International (FMI) et du gouvernement des Etats -Unis. A l'époque, il a indiqué que les sociétés privées seraient mieux placées pour apporter des raccordements d'eau et d'eaux d'égout aux quartiers pauvres comme La Matanza. La cession de la compagnie de l'eau faisait partie d'une mise aux enchères des actifs publics au profit des entreprises privées étrangères et argentines. La privatisation a été considérée comme la baguette magique qui pourrait aider à sauver l'Argentine d'une crise économique qui avait produit une hyper-inflation de presque 5.000% en 1989.

Le gouvernement a accordé une concession de 30 ans à Aguas Argentinas pour l'exploitation du réseau, un consortium dirigé par deux géants, la Compagnie Générale des Eaux (maintenant Vivendi) et la Lyonnaise des Eaux (maintenant Suez). Le consortium n'a pas payé un centime pour la concession, mais a promis de réduire les prix, et d'améliorer et d'augmenter des services de l'eau et d'égout.

Peu après, la Banque Mondiale a déclaré la privatisation de Buenos Aires comme un succès abouti , et en a fait un modèle pour les privatisations de l'eau qui ont suivi aux Philippines, en Indonésie, Australie et Afrique du Sud. Mais une recherche d'ICIJ montre que la privatisation de l'eau de Buenos Aires a été polluée par l'avarice, la duperie et les promesses échouées. Son succès s'est avéré être principalement un mirage. En outre, l'enquête indique qu'un employé de Banque Mondiale est allé travailler pour Aguas Argentinas dans le cadre d'un programme d'échange de la Banque et a aidé à négocier des tarifs plus élevés pour la compagnie. Quand il est revenu à la Banque Mondiale, il a dirigé une équipe qui a donné à l'Argentine un prêt 30 millions de dollars.

Pendant que des millions de personnes comme les Parravicinos et les Rusmans attendent toujours les avantages de la privatisation de l'eau, la privatisation a enrichi un groupe de chefs des syndicats, de capitalistes copains et de fonctionnaires du gouvernement de l'ancien Président Carlos Menem. Les gains privés de la privatisation dans certains cas ont été spectaculaires. Les investisseurs ont ratissé outre des dividendes énormes, dans certains cas

des bénéfices exceptionnels réalisés par la vente opportune de leurs participations. Plusieurs fonctionnaires sont l'objet d'enquêtes pour corruption.

Quant aux avantages de la privatisation pour le public, la qualité de l'eau et la distribution et l'expansion du système d'eaux d'égout se sont faits sous contrôle privé. Les chiffres de Aguas Argentinas indiquent qu'elle avait connecté environ un million de nouvelles personnes au système de l'eau en 2000. Mais beaucoup d'observateurs croient que l'équipement collectif public aurait pu atteindre le même objectif. Et la compagnie privée d'eau n'a pas réussi à concrétiser d'autres raccordements.

Une année après avoir gagné la concession, Aguas Argentinas a voulu renégocier son contrat, évoquant des problèmes financiers. Au cours des huit années suivantes, les engagements contractuels initiaux importants, y compris des promesses de prolonger le réseau d'eau et le système d'égouts aux millions de personnes vivant dans les zones pauvres, ont par la suite disparu comme l'eau dans le sable.

Gérard Payen, vice-président de Suez, a dit à l'ICIJ que Buenos Aires est "un succès très grand" parce que la compagnie fournit l'eau à 1,6 million de personnes, dont la moitié vit sous le seuil de pauvreté. Il a expliqué que tandis que certains services sont arrêtés, la "réalité est que nous continuons toujours à exécuter la livraison de l'eau, sept jours par semaine, et les gens sont très satisfaits de nos services." Même lorsque la compagnie a augmenté les tarifs et demandait des taxes élevées de raccordement à des clients qui ne pouvaient pas se le permettre, le gouvernement n'a pas joué son rôle face aux obligations réglementaires de la compagnie. En effet, l'échec des fonctionnaires publics à mettre en place les responsabilités que la privatisation exige fut un thème constant du nouveau régime de l'eau de l'Argentine.

ETOSS (Ente Tripartito de Obras y Servicios Sanitarios), l'organisme gouvernemental créé pour réguler Aguas Argentinas, a été édenté. En 2002, des procureurs ont établi un acte d'accusation, qui n'a pas été dirigé vers Aguas Argentinas mais qui signifiait qu'il y avait "des insuffisances graves et sérieuses dans la réalisation" du contrat de concession d'Aguas Argentinas. Le contrôleur général du pays en novembre a critiqué ETOSS pour le « retard excessif dans l'application de pénalités" et pour le retard dans les travaux de construction promis dans le contrat de concession. ETOSS a infligé 16 millions de dollars d'amendes à Aguas Argentinas pour manquements à ses engagements, mais la compagnie a contesté ces accusations et n'a pas payé les amendes. Le gouvernement plus tard a annulé 10 millions de dollars d'amendes dans le cadre d'un nouveau contrat.

Pour plusieurs alliés du Président Carlos Menem, invités à la cession des actifs détenus dans l'eau, la privatisation fut comme obtenir leurs propres clefs du magasin de sucrerie. Ils ont trouvé des emplois fortement rémunérés, comme cadres et directeurs de compagnie, alors que d'autres sont devenus riches grâce à la nouvelle société. Le ministre de l'environnement de Menem, Maria Julia Alsogaray, qui a attribué à Aguas Argentinas de nombreuses augmentations de tarifs et les concessions de contrat, est aujourd'hui poursuivie pour enrichissement illicite. Après les privatisations des services d'eau, elle s'est achetée un hôtel particulier à Buenos Aires et deux appartements à New York. En outre, l'enquête d'ICIJ a constaté que les autorités argentines étudient d'autres dossiers pour le détournement de 2 millions de dollars de fonds de Banque Mondiale.

La crise économique argentine a eu un effet dévastateur sur ses habitants. Les chiffres du gouvernement ont prouvé qu'en 2002, environ 100.000 personnes quittaient chaque semaine la bourgeoisie pour aller grossir les rangs des nouveaux pauvres. Un pays qui seulement 10 ans plus tôt avait le niveau le plus élevé de l'Amérique Latine, et qui se trouve au même niveau que la Jamaïque ; la moitié de l'Argentine soit 37 millions de personnes, vit au-dessous du seuil de pauvreté. Le gouvernement a lancé des programmes de subventions pour environ 2 millions d'Argentins sous-alimentés. Mais des millions d'autres n'ont rien reçu. Certains ont subsisté en triant les ordures. La crise mis la pression sur Aguas Argentinas, qui a obtenu au moins 75% de l'argent qu'elle a investi de la Banque Mondiale et d'autres institutions financières internationales alliées. Avec la dévaluation du peso l'année dernière,

cette dépendance dans le capital étranger est venue hantée pas simplement la compagnie de l'eau, mais le gouvernement et le peuple argentin aussi.

Au printemps de 2002, la compagnie faisait défaut sur environ 700 millions dollars en prêts et menaçait de réduire des services de l'eau à moins que le gouvernement garantisse les prêts en des dollars américains. Le gouvernement a refusé, suggérant au lieu de cela que Aguas Argentinas pourrait économiser 6,3 millions de dollars par an en réduisant les confortables salaires de ses dirigeants. Mais quand le FMI a insisté sur le fait que le Président Eduardo Duhalde autorise une hausse de tarif comme condition pour renégocier la dette extérieure de l'Argentine, Duhalde n'a eu aucun choix, en été de 2002, autre que d'accorder à Aguas Argentinas une augmentation de 10%.

Cette augmentation de tarif n'a rien signifié pour les millions d'Argentins pauvres qui ont perdu l'espoir depuis longtemps d'être raccordés aux réseaux d'eau et d'égout. Mais le risque étaient de pousser beaucoup d'entreprises par dessus bord, avec un effet de dominos sur le reste de la population. "N'importe quelle augmentation de tarifs de l'électricité ou de l'eau sont une grande menace pour nous," a dit Ruben Manusovich, président d'une organisation nationale de petites entreprises.

Privatisez ou périssez

La "chirurgie sans anesthésie," c'était ainsi que Menem a décrit sa politique en 1989 pendant qu'il se mettait à faire l'Argentine un des modèles mondiaux de la privatisation. Confronté à une inflation galopante et aux prêteurs internationaux réticents, Menem a emporté le vote de la loi administrative nationale de réforme, qui a déclaré un état d'urgence économique et lui a donné le pouvoir de privatiser des équipements collectifs publics par décret. L'argent de la Banque Mondiale est à nouveau venu couler en Argentine. Le directeur de la banque à Buenos Aires, Richard Newfarmer a déclaré que les initiatives de Menem montraient que l'Argentine se conformait aux conditions des prêts de la Banque Mondiale. Pieter Bottelier, directeur de l'Amérique latine pour cet organisme, a suggéré que la Banque Mondiale aide l'Argentine à privatiser son eau. Et en effet, le 18 décembre 1990, la Banque Mondiale a approuvé un prêt de 300 millions de dollars. "Le nouveau projet d'ajustement en Argentine," a déclaré le vice-président de la Banque Mondiale Shahed Husain "prouve que le gouvernement a décidé de continuer à approfondir les réformes économiques ».

Le bras d'investissement de la Banque Mondiale, la société de finance internationale (IFC), a ouvert son siège social sud-américain à Buenos Aires. À l'ouverture officielle, Wilfred Kaffenberger, le vice président d'IFC a déclaré que c'était "un moment approprié pour investir en Argentine." Le Président Lewis Preston de Banque Mondiale a visité le pays en juin 1992. Dans la luxueuse salle à manger du Jockey Club Argentin, au dessus des plats de saumons fumés et de canard à l'orange, Preston a déclaré que le processus d'ajustement de l'Argentine était "un exemple pour la toute l'Amérique latine." Parmi la foule des fonctionnaires et des capitalistes, aucun n'a applaudi plus fort que Santiago Soldati, homme d'affaires et allié solide de Menem qui finira au top en tant qu'associé argentin dans la privatisation de l'eau. Le paquet de la privatisation de la Banque Mondiale a inclus un prêt 100 millions de dollars pour la fourniture de services d'eau potable et d'égout. La délégation argentine qui a négocié le prêt comprenait le ministre de l'économie Erman Gonzalez et le secrétaire des affaires de l'eau Mario Caserta. Dix ans plus tard, Gonzalez était accusé pour trafic d'armes vers l'Equateur et la Croatie, et Caserta était emprisonné pendant 2 ans pour blanchiment d'argent de la drogue. Gonzalez a plaidé non coupable et l'affaire est toujours devant la justice. Soldati, pendant ce temps, avait vendu ses parts dans la compagnie de l'eau, faisant un profit de 100 millions de dollars dans l'opération.

Transformer la soif en profit

Une des grandes ironies de la privatisation de l'eau de Buenos Aires fut que l'équipement collectif public, les services d'hygiène de la national (Obras Sanitarias de la Nacion, OSN), avait été une entreprise bien gérée. Elle n'était pas

surchargée par la dette et en fait avait dégagé un excédent l'année précédente la privatisation. OSN fournissait l'eau potable et transportait les eaux d'égout de tous les habitants de la ville, 3 millions. Mais, comme dans la plupart des villes latino-américaines, la zone métropolitaine avait augmenté plus rapidement que les réseaux. De 9 millions en plus de personnes vivant dans les banlieues et les bidonvilles autour de Buenos Aires en 1993, seulement 50% avaient été reliés aux services de l'eau, et 65% n'avaient pas de raccords d'égout. Un montant important de capitaux était nécessaire pour apporter des raccords de l'eau et d'égout au Mario Parravicinos et à Alejandra Rusmans des vastes quartiers pauvres autour de Buenos Aires. Mais la Banque Mondiale a refusé de prêter de l'argent pour l'expansion et l'amélioration du réseau à moins que l'Argentine ne privatise la gestion de l'eau.

"L'Etat n'a pas les ressources pour entreprendre des milliards de dollars d'investissements afin d'éviter un effondrement du réseau d'eau et du réseau d'égout, a indiqué le dirigeant d'OSN, Eduardo Cevallo, en 1991. OSN, a-t-il ajouté, serait "un modèle pour la privatisation." La privatisation a été empêchée, au début, par un mouvement social. En 1990, Roberto Pereyra, le chef du syndicat des salariés de l'eau, a déclaré qu'il "combattrait jusqu'à la dernière goutte de sang" pour maintenir l'eau publique. Il a avec mépris assimilé les avocats de la privatisation à des "mauvais génies qui sont enracinés comme des tumeurs dans le gouvernement et qui prennent le contrôle des entreprises publiques comme un butin de guerre." Mais la fougue de Pereyra s'est éteinte avec un prétendu Programme de Propiedad Participada (PPA), qui a offert aux syndicats une part de 10% de la nouvelle compagnie. La PPA "a été prévue pour acheter le consentement d'anciens ouvriers d'OSN pour la concession, "indiquait un article préparé pour la Banque de Développement Inter-Américaine en 1998. En fait, la moitié des 7200 employés du réseau ont perdu leurs emplois en raison de la privatisation. La PPA visait plus les chefs des syndicats que la base. Mais sur ce point au moins, cela semble avoir fonctionné.

Douze ans après sa "dernière goutte de sang", Pereyra aidait à administrer la participation de son syndicat dans Aguas Argentinas, et siégeait au conseil de la compagnie. Exhibant un costume cher et une cravate de soie pendant une entrevue avec l'ICIJ dans son luxueux bureau de Buenos Aires, Pereyra ne s'excusait pas au sujet de son changement d'attitude. "Nous avons accepté de louer notre maison, pour ne pas la vendre, parce que l'Etat n'a pas eu le capital nécessaire pour investir dans OSN pour maintenir et augmenter le service," a-t-il dit. Le gouvernement a annoncé que le vainqueur de la concession serait le soumissionnaire qui avait promis la plus grande baisse des tarifs de l'eau - à la condition qu'il n'y ait pas d'augmentation pendant 10 années et qu'il s'engage à de grands investissements dans les travaux publics. Buenos Aires fut le plus grand prix jamais offert pour une privatisation d'entreprises de services publics. Pour emporter l'affaire de Buenos Aires, Suez et Vivendi ont joint leurs forces en 1992 avec Soldati, l'allié de Menem pour créer Aguas Argentinas.

Suez a obtenu la principale participation, avec 25.3 %, et Sociedad General de Aguas de Barcelone, une compagnie partiellement détenue par Suez, a obtenu 12.6 %. Vivendi a obtenu 8 % tandis que Anglian Water, une compagnie britannique, avait 4,5%. Le reste est allé aux compagnies Argentines, y compris une participation de 20.7 % à la compagnie de Soldati, Sociedad Comercial del Plata. La banque Banco de Galicia a obtenu 8.1 % et Grupo Meller, une compagnie de textile que dirige Sergio Meller, un allié de Menem, obtenu 10.8 %. Soldati a payé 50 millions de dollars sa participation. Il y avait d'autres soumissionnaires, y compris Aguas de Buenos Aires, un joint-venture en participation dirigée Thames Water International devenue une filiale de RWE ; Canal de Isabel, une entreprise locale Argentine ; et Union Transitoria de Empresas, menée North West Water, une société britannique. Mais dès le début, le consortium Soldati-Français a semblé avoir le dessus, en partie grâce au puissant lobby du gouvernement conservateur français, très lié aux grandes compagnies d'eau françaises.

Jérôme Monod, patron à l'époque de la Lyonnaise des eaux, était un des principaux bailleurs de fonds du parti du Président Jacques Chirac, le Rassemblement pour La République (RPR). La justice française en 1994 a jugé une filiale de Suez pour avoir versé des millions de dessous de table lors de la privatisation du réseau de Grenoble dont le maire RPR était alors Ministre. Monod qui a pris sa retraite de Suez en 2001 a rejoint directement en tant que conseiller de Chirac, le palais de l'Élysée. Une succession d'honorables français, y compris le ministre du commerce français, Bruno Durieux, se sont rendus à Buenos Aires au début des années 90 pour pousser l'offre de

Suez/Vivendi. Durieux a promis que la France augmenterait ses investissements en Argentine sur la base d'un "combien de privatisations nous allons gagner." "L'ambassade de la France était hyperactive dans tout le processus de privatisation," rappelle Daniel Chain d'Aguas de Buenos Aires. "Chaque semaine elle a invité les chefs politiques aux déjeuners où étaient présents des ministres français. Pendant ce temps, l'ambassade de la Grande-Bretagne, qui était supposée soutenir l'offre de la compagnie britannique, la Tamise, se faisait discrète. Le combat était inégal. »

"Tout le monde faisait du lobby," explique Carlos Ben, qui était alors membre de la commission de privatisation d'OSN et qui plus tard fut directeur général adjoint d'Aguas Argentinas. "Personne n'a eu de privilèges... C'était un processus d'offre très transparent. "Les offres ont été ouvertes le 9 décembre 1992, au Postal Palace de Buenos Aires. Quand Cevallo a déclaré Aguas Argentinas comme gagnant, des cris de joie ont éclaté dans le groupe des français. Ils avaient gagné de peu, offrant une baisse des tarifs de 26.9 %, comparé aux 26.1 % promis par Aguas de Buenos Aires. La concession, couvrant un domaine de 9.3 millions de personnes (environ 2.7 millions dans les banlieues ont été omis), a été donnée à Aguas Argentinas le 28 avril 1993. Pour les 30 années à venir, Cevallo a indiqué, que Aguas Argentinas s'était engagée à investir 4.1 milliards de dollars et "pour relier plus de 4.200.000 habitants à un approvisionnement en eau potable et presque 4.800.000 au système d'eaux d'égout."

Le gain privé, douleur publique

Dès qu'Aguas Argentinas a pris les commandes, la compagnie a tenu son engagement contractuel et a fait baisser les tarifs de l'eau de 26.9 %. Cependant, la réduction doit être interprétée en tenant compte de la façon dont elle a été inventée. En 1991, après avoir décidé de privatiser l'eau, le gouvernement a mené une augmentation des tarifs de l'eau de 25 % en février et puis encore 29 % en avril. L'année suivante, il a ajouté une taxe de vente de 18 % et a encore augmenté les taux de 8 %. En effet, la compagnie était partiellement revenue en arrière sur les augmentations énormes de tarifs imposées juste avant la privatisation. (les fonctionnaires du gouvernement philippin ont adopté la même tactique que l'Argentine quand en 1997 ils ont privatisé les réseaux de Manille. Les fonctionnaires philippins ont estimé avoir aidé le soutien populaire de la privatisation.) L'encre avait à peine séché sur les contrats quand plusieurs engagements importants d'Aguas Argentinas se sont évaporés. En un an, la compagnie avait demandé à ETOSS, l'administration des eaux nouvellement établie par le gouvernement, une augmentation de tarifs. La compagnie prétendait avoir investi 300 millions de dollars et en avait perdu 23 millions et ne pourrait pas continuer dans de telles conditions.

ETOSS, qui a été financé avec 2.65 % du chiffre d'affaires d'Aguas Argentinas, a accordé une augmentation de 13.5 % en échange d'un avancement du calendrier des investissements convenu dans le contrat initial, y compris l'installation des conduites d'eau et des égouts dans divers bidonvilles. "Ce qui a été dit en 1993, -qu'il n'y allait pas avoir d'augmentation de tarifs pendant 10 ans- n'a pas été signifié en termes absolus, » explique Carlos Ben d'Aguas Argentinas à l'ICIJ. "Il était indiqué aux soumissionnaires qu'ils ne devraient pas mettre un chiffre spéculatif [sur des baisses de tarifs]. Il n'y avait pas une présomption de gel des tarifs. » explique Menahem Libhaber, ingénieur en chef des services d'eau et d'hygiène de la Banque Mondiale en Amérique latine, les dites fausses promesses font simplement partie du jeu quand il s'agit de ce type de marchés publics énormes. « Vous entrez dans les affaires avec des tarifs bas ou des engagements élevés - à tout moment vous vous dites, « quand nous serons dedans nous renégocierons » a expliqué Libhaber à l'ICIJ. "Le secteur public doit se rendre compte que les compagnies se montrent sous leur meilleur jour. Parfois c'est le jeu pour entrer dans les affaires... Et elles (les compagnies) font pression une fois dedans." explique t-il.

Avec leur privatisation "modèle", la Banque Mondiale et sa société de finance internationale (IFC) ont fait des prêts à Aguas Argentinas d'une valeur de 911 millions de dollars entre 1993 et 1997 pour trois projets d'eaux d'égout et d'eau. En outre, pour 7 millions de dollars, l'IFC a acheté 5% de parts d'Aguas Argentinas. La Banque Mondiale était maintenant non seulement un prêteur mais également un associé d'Aguas Argentinas. Après que Menem ait gagné sa réélection en mai 1995, il était impatient de faire une visite officielle en France. Mais la France lui avait refusé

cette invitation, notamment parce que son gouvernement avait refusé d'extrader capitaine Alfredo Astiz, cherché par un juge parisien pour le meurtre de deux nonnes françaises pendant la dictature militaire de 1976 à 1983. Les problèmes politiques ont été ensuite balayés.

En février 1996 le Président Chirac a fait bon accueil à Menem au palais de l'Élysée. Le point culminant de sa visite fut l'attribution d'un diplôme honorifique par l'université de Paris, lors d'une cérémonie à la Sorbonne. Plus tard, Menem et son ministre de l'économie, Domingo Cavallo, ont rencontré le Président Monod de Suez-Lyonnaise qui a indiqué vouloir renégocier le contrat entier de l'eau en échange d'une accélération des raccordements de l'eau et d'égout, comme l'ont expliqué à l'ICIJ des sources haut-placées au département des affaires extérieures argentin. Retour en Argentine : en attendant, des habitants de Buenos Aires commençaient à protester à propos des tarifs plus élevés de l'eau. En avril 1996, un mouvement de protestation a commencé dans la banlieue de Lomas de Zamora et bientôt s'est étendu à la région de Buenos Aires. Des milliers de nouveaux clients du réseau ont bloqué des routes de la Capitale pour protester contre les 800 dollars demandés par Aguas Argentinas pour les relier aux systèmes de l'eau et d'égout.

Une commission du congrès a conclu qu' Aguas Argentinas a commis "des infractions sérieuses et graves au contrat." La commission a exigé de la compagnie qu'elle suspende la perception des taxes de raccordement de 80.000 nouveaux utilisateurs dans la zone métropolitaine de Buenos Aires. La commission a également conclu que Aguas Argentinas n'arrivait pas à atteindre ses objectifs de rénovation des réseaux de l'eau et d'égout et n'avait pas tenu informé ETOSS de ce qu'elle faisait. En novembre 1996, ETOSS et Aguas Argentinas ont accepté de ramener le tarif de raccordement à 200 dollars tout en créant une nouvelle taxe appelée Universal Service à payer par les anciens clients. "C'était une subvention-croisée pour les nouveaux clients qui étaient pauvres," a expliqué Cevallo le directeur d'ETOSS. Les protestations se sont arrêtées. Mais le vrai gagnant fut Aguas Argentinas.

Elle avait réussi à imposer de nouvelles taxes qui n'existaient pas dans son contrat. En attendant, Menem prenait des mesures qui dégageaient l'autorité d'ETOSS et plaçaient plus de pouvoir dans les mains d'un allié politique. Le 14 février 1997, il signe le décret 149 donnant à Maria Julia Alsogaray, le secrétaire d'état à l'environnement, autorité sur la réalisation du contrat et pour le renégocier Aguas Argentinas.

Alsogaray (ndlr : est aujourd'hui poursuivie par la justice argentine) était l'une des figures les plus flamboyantes et les plus controversées du gouvernement de Menem, remplissant les colonnes des journaux d'histoires juteuses quant à ses liaisons amoureuses, posant pour un magazine dans une station de sports d'hiver habillée seulement d'un manteau de fourrure. Alsogaray deviendra par la suite le symbole de l'avarice et de la corruption qui ont accompagné les politiques économiques néolibérales de Menem. Menem a été élu en 1989 en s'alliant avec le père d'Alsogaray, le politicien conservateur Alvaro Alsogaray. En échange, Maria Julia a été chargée de privatiser la compagnie de téléphone d'état, Entel, et l'aciérie d'état, Somisa. Elle a été nommée au ministère d'environnement en 1991 et a fait 13 voyages à Paris à ce titre. Pendant la visite du Président français Chirac en Argentine en mars 1997, selon des sources du ministère des affaires étrangères Argentin, ce lui-ci a discuté du contrat de privatisation de l'eau avec des membres du gouvernement Argentin. Peu de temps après, Alsogaray a accepté de le réexaminer.

La décision a inquiété Cevallo, directeur d'ETOSS. "Je suis allé devant la commission mixte du congrès et j'ai expliqué aux députés et aux sénateurs qu'ils ouvraient la boîte de Pandore," a-t-il déclaré à l'ICIJ. Il a expliqué qu'Aguas Argentinas avait installé seulement environ un tiers des nouvelles stations de pompage et des réseaux souterrains qu'elle s'était engagée à faire avant 1997. Elle avait investi seulement 9,4 millions de dollars contre les 48,9 millions promis dans des réseaux d'égout. La compagnie avait retardé la construction de l'usine de traitement des eaux résiduelles de Berazategui. En conséquence, la majeure partie des eaux d'égout de la ville s'était vidée directement dans des fleuves et des fosses septiques, créant des risques sanitaires sérieux et augmentant les niveaux des nitrates dans les eaux. Les niveaux élevés de nitrate réduisent l'oxygène dans le sang des enfants en bas âge et peuvent être mortels. En ne construisant pas cette usine, Aguas Argentinas avait fait l'économie elle-même d'environ 100.000 dollars par jour de coûts - ce qui fait 35 millions dollars par an de bénéfices - selon une

évaluation d'un rapport de 1996 de la Banque Mondiale. Carlos Ben d'Agua Argentinas a indiqué que l'installation de traitement a été retardée parce qu'elle a exigé "davantage de recherche."

Comme les négociations pour la révision du contrat chauffaient un peu, un directeur de l'eau de la Banque Mondiale s'est joint au personnel d'Agua Argentinas. Dans le cadre du programme d'échange du personnel de la Banque Mondiale, Ventura Bengoechea est allé travailler pour Agua Argentinas en 1997 et a continué jusqu'à ce qu'un nouveau contrat ait été signé en 2000. Son travail était de négocier des augmentations de tarifs ou, comme la banque l'indique, "la préparation des propositions pour des modifications du régime existant de tarif et pour leur négociation avec l'entité de normalisation." La Banque Mondiale a continué à payer son salaire. Une fois retourné à la banque, Bengoechea est devenu chef de l'eau et de l'hygiène pour l'Amérique latine et a piloté un projet de prêt 30 millions de dollars fait à l'Argentine en 1999. Selon un porte-parole de la Banque Mondiale de tels arrangements étaient entièrement conformes aux règles de la banque.

Selon le document d'évaluation du projet de la Banque Mondiale, la concession de Buenos Aires, parmi d'autres en Argentine, était "l'objet d'une tension importante, à moins que des mesures soient prises pour corriger les problèmes." Elle a ajouté "qu'une renégociation majeure du contrat était nécessaire pour la concession de Buenos Aires." Une filiale de la Banque Mondiale était actionnaire dans Agua Argentinas, et maintenant un employé de Banque Mondiale était devenu le principal négociateur de tarifs pour cette entreprise privée. La communauté financière internationale fut entièrement investie dans le succès de la compagnie - cependant ce n'était pas vraiment clair que le succès ait signifié la même chose pour Agua Argentinas et le pays qu'elle était censée servir.

Les français encaissent

Santiago Soldati est à la tête d'un clan puissant d'affaires en Argentine avec des intérêts dans l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz, dans les jeux, les loisirs et l'immobilier. Les entreprises familiales ont progressé considérablement pendant les années 90 en faisant d'importantes plus values dans les opérations de privatisations du gouvernement. Un des plus grands apporteurs d'argent pour Soldati fut Agua Argentinas. En juillet 1998, Suez a offert à Soldati 90 millions de dollars pour sa participation de 20.7 % dans la compagnie. Il l'avait achetée cinq ans de plus tôt pour 50 millions de dollars. Mais Soldati a refusé la possibilité d'un gain 40 millions de dollars. A l'époque Agua Argentinas négociait une forte augmentation de tarif. En mai 1998, la compagnie a demandé à ETOSS une augmentation de tarif de 11.7%. Quand ETOSS a autorisé seulement 1.61 %, Agua Argentinas a fait appel à Alsogaray qui à son tour a persuadé Menem d'autoriser une augmentation de 5.1 %, qui est par la suite devenue une augmentation de 17 %. Un juge a gelé une partie de la hausse du tarif, mais le gouvernement a fait appel avec succès et l'augmentation a eu lieu.

Les nouveaux tarifs ont apporté des vents encore plus favorable pour Soldati. Le 9 octobre, 1998, le groupe de Soldati vend à Suez pour 150 millions de dollars. "Je ne sais pas si elle était morale ou pas," a dit Cevallo en parlant de l'augmentation de tarif. "Ce que je sais, c'est que sur le long terme Suez et Soldati en ont bénéficié." Horacio Caló, un porte-parole du groupe de Soldati, a confirmé la vente mais a refusé de faire des commentaires. Sept jours après la vente de Soldati à Suez, Soldati et Menem se sont envolés vers la France où un autre honneur attendait le président de l'Argentine - être reçu par l'Académie française. Le seul visiteur sud-américain qui avait été invité à parler devant l'académie avait été l'empereur Pedro II du Brésil en 1872. Malheureusement, Menem ne parle pas français. Il s'est adressé devant l'auguste assemblée en Espagnol. Une fois rentré en Argentine, Menem a commencé à renégocier le contrat d'Agua Argentinas. Les critiques ont rappelé qu'Agua Argentinas n'avait pas investi la moitié des 1.3 milliard de dollars qu'elle avait promis. La compagnie a dit que ses plans d'investissement étaient suspendus à la renégociation du contrat. Les critiques ont accusé Menem d'avoir permis à Agua Argentinas de tenir le pays en otage.

La compagnie a indiqué qu'elle avait augmenté les raccordements de l'eau de 70% à 82.4 % de la population, qu'elle

avait tenu ses promesses sur les cinq premières années du contrat. Mais au moins 30 % de l'augmentation incluait l'ajout à la concession en 1995 de la ville de Quilmes, dont la plupart des habitants étaient déjà reliés. La compagnie déclarait avoir relié 61 % de ses clients au système de collection d'eaux d'égout. Ceci était au seuil de son engagement de 64 %. La quantité d'eaux d'égout réelles qui sont traitées est demeurée à environ 5 %, selon une étude du Municipal Services Project of Queens University du Canada. Aguas Argentinas vide toujours la majeure partie des eaux d'égout non traitées de Buenos Aires dans le Rio de Plata.

Le 20 juin 1999, Jean Louis Chaussade, le directeur général d'Aguas Argentinas, a promis un nouveau plan d'investissement sur cinq ans d'un milliard de dollars, en échange d'une autre augmentation de tarifs. Il a également fait de l'avocat Juan Carlos Cassagne, un allié de Menem et son ancien conseiller, le président d'Aguas Argentinas. Le gouvernement de Menem a choisi de négliger les imperfections de la compagnie, se précipitant pour signer un nouveau contrat 29 novembre 1999, juste 11 jours avant l'intronisation d'un nouveau président de l'Argentine, Fernando de la Rúa. Le nouveau contrat a fondamentalement donné à Aguas Argentinas ce qu'elle a voulu. Il a réduit ses engagements d'investissement en lui permettant de retarder la construction des installations de traitement des effluents et d'une quatrième station d'égout. Il a supprimé des investissements obligatoires attachés aux augmentations de tarifs et a effacé 10 millions de dollars d'amendes infligées par ETOSS pour le non respect du contrat. Et il a lié les augmentations de tarifs aux fluctuations du taux d'inflation des Etats-Unis, calculé en pesos.

Cevallo d'ETOSS a indiqué l'ICIJ que les nouveaux contrats "ont changé l'équation financière pour Aguas Argentinas". Les problèmes de bénéfice de la compagnie "ont été résolus". Non pas que ses bénéfices aient disparus. Les propres chiffres d'Aguas Argentinas indiquent qu'elle a fait des bénéfices considérables à partir de 1993 à 2001, bien que le montant exact soit contesté. Cevallo indique qu'aguas Argentinas gagné entre 15 % et 25 % tous les ans, et d'autres économistes cités par la Banque de Développement Inter-Américaine mettent le taux de bénéfice à au moins 40 %. En mars 1996, la compagnie a annoncé avoir gagné 54 millions de dollars pour juste l'année précédente. Cependant, Carlos Ben, le fonctionnaire de compagnie, estime le taux de bénéfice à 4 % pendant ces années - un total de 427 millions de dollars dont 109 millions ont été payés sous forme de dividendes. Les calculs plus élevés de taux de bénéfice sont basés sur la situation nette comptable de la compagnie, "mais nous ne sommes pas les propriétaires des capitaux », explique Ben

Quel que soit le taux de bénéfice, les fonctionnaires du gouvernement impliqués dans la privatisation de compagnie de l'eau n'ont pas échappé aux accusations de corruption qui ont poursuivi Menem après qu'il ait laissé le pouvoir en 2000. Le juge fédéral Juan José Galeano accuse Alsogaray d'enrichissement illicite, notant que ses biens déclarés sont passés de 300.000 dollars en 1989 et 2.5 millions quand elle a laissé le gouvernement. Galeano a estimé que le revenu légal d'Alsogaray de 3.000 dollars par mois ne pourrait pas justifier ses biens, dont un hôtel particulier à Buenos Aires, deux appartements à Central Park à New York, et le style de vie qui va avec. Les procureurs étudient également des accusations selon lesquelles Alsogaray a illégalement transféré à France Telecom, un des concessionnaires de la compagnie Entel de téléphone d'état ; a payé des honoraires illégaux de consultation aux avocats et à une compagnie d'audit au sujet d'Entel ; et a sur-payé pour 10 millions de dollars une dette due par Entel à une compagnie de l'Argentine.

En date de décembre 2002, ces dossiers et sept autres cas impliquant Alsogaray étaient toujours devant la justice. Alsogaray a nié toutes les accusations et déclare qu'elle est une "victime du système judiciaire." Menem et son secrétaire personnel, Ramon Hernandez, étaient également en cause concernant de l'argent sur des comptes bancaires suisses et une affaire de blanchiment d'argent. Ni Menem ni Alsogaray souhaitent s'exprimer sur cette histoire. Menem a été candidat pour la réélection en 2003.

Où est le développement du réseau ?

Le 9 Janvier 2001, peu un plus qu'une année après la signature du nouveau contrat, le nouveau gouvernement

Argentine a accepté de permettre à Aguas Argentinas d'augmenter les tarifs de l'eau 9.1 %. En échange, la compagnie a promis d'accélérer son plan d'investissement de 1.1 milliard de dollars. Le gouvernement a espéré que les projets de construction aideraient à revitaliser l'économie de l'Argentine, qui se trouvait en récession depuis plus d'une année. C'est alors que l'économie argentine a touché le fond. Les comptes bancaires ont été gelés, et le peso argentin a été dévalué, l'inflation a surgi. Dix ans plus tôt, les quantités massives de capitaux de la Banque Mondiale étaient déversées en l'Argentine, pour constituer la base d'une nouvelle, solide comme un roc, économie gérée par l'entreprise privée. Vers la fin de 2001, la dette était devenue bien plus onéreuse. Aguas Argentinas devait 687 millions de dollars, dont 124 millions à l'IFC, 297 millions à la Banque de Développement Inter-Américaine, et 78 millions à la Banque Européenne d'Investissement.

Faisant face à une dévaluation imminente du peso, le Président Cassagne de Aguas Argentinas a menacé en février 2002 de suspendre certains services de l'eau et tous les plans de la construction de la compagnie à moins que la Banque Centrale Argentine garantisse à la compagnie un taux de change d'un dollar par peso pour payer sa dette externe de presque 700 millions de dollars. Quand le gouvernement a refusé la garantie, Aguas Argentinas a exigé une autre augmentation de tarif, estimée à 42 %, pour compenser des augmentations de coût. Quand le gouvernement a encore rejeté les demandes de la compagnie, celle-ci a menacé de porter plainte au centre international pour le règlement des conflits d'investissement, qui fait partie de la Banque Mondiale. La Banque Mondiale, par sa filiale IFC, possède 5 % d'Aguas Argentinas. Le gouvernement de l'Argentine s'est déplacé pour empêcher Aguas Argentinas de déposer sa plainte. La France est montée au créneau. Quand on lui a demandé si la banque serait en conflit d'intérêt si le cas était jugé, Jamal Saghir, directeur de l'eau de la Banque Mondiale, a dit : "je ne peux pas faire de jugement. Je ne fais pas un commentaire sur ça."

Au printemps de 2002, Aguas Argentinas en défaut sur ses prêts.

Dans la mesure où la Banque Mondiale le voit ainsi, la privatisation de Buenos Aires est toujours "très réussie", selon Ventura Bengoechea, chef de l'eau à Banque Mondiale et expert en matière d'hygiène. Bengoechea a reconnu vers la fin de 2002 que la compagnie ne faisait plus d'investissements sérieux dans de nouveaux réseaux d'eau.

"Evidemment, tout est perfectible. Mais l'équilibre est assez positif." Suez n'a pas pu convenir davantage. "c'est absolument un succès," a dit Gérard Payen, vice-président, à l'ICIJ. Il a dit que la compagnie a livré l'eau courante à environ 700.000 pauvres en Argentine. "Il y a de grandes difficultés, comme vous le savez," a-t-il ajouté Payen. "La réalité est que nous continuons toujours à exécuter la livraison de l'eau, sept jours par semaine, et la population est très satisfaite de nos services". Dites cela à Parravicino et à ses voisins, et aux millions de gens comme eux, qui n'ont toujours pas les égouts ou l'eau potable de ville. "Vous apprenez juste à vivre sans l'avoir ainsi c'est désormais à peine un problème" dit Parravicino. "Ce qui est plus sérieux, c'est que nous n'avons aucun égout et une rue pavée. Je pense que quelque chose peut être fait" ajoute -t-il, "mais je ne sais toujours pas qui est responsable de cela : le gouvernement ou l'Aguas Argentinas."

[ICIJ](#). Buenos Aires, Argentine, 6 février 2003

* [Daniel Santoro](#), est un journaliste argentin de Clarin, grand quotidien argentin. Il a réalisé de grandes enquêtes sur la corruption du gouvernement, les questions de défense nationale, et trafic de drogue international. Il a révélé plusieurs scandales sur la vente d'armes, parmi lesquels celui liant le général argentin Antonio Angel Vicario en 1983 qui a vendu 230 tonnes d'explosifs à la Croatie, qui était à l'époque sous embargo de l'ONU. Cette enquête a permis la première arrestation d'un haut gradé militaire argentin pour trafic d'armes. Santoro a aussi révélé que l'Argentine a fourni quelque 6500 tonnes d'armes et de munition à la Croatie entre 1991 et 1995, malgré l'embargo. Santoro a reçu en 1995 le prix du journalisme international du Roi d'Espagne pour sa « contribution exceptionnelle » au journalisme. A côté de son travail au sein du quotidien Clarin, Santoro enseigne le journalisme d'investigation à l'Université de Belgrano à Buenos Aires et dirige aussi un enseignement à la Fondation pour un nouveau journalisme Ibero-américain, dirigé par le prix Nobel Gabriel Garcia-Marquez en Colombie. En 2000, Santoro a publié *Le Journalisme Pur*.

Texte en anglais, version originale

The "Aguas" Tango : Cashing In on Buenos Aires' Privatization

By Daniel Santoro*

[ICJS](#) Buenos Aires, Argentina, February 6, 2003

Mario Parravicino, who lives with his family in the dusty city of La Matanza, gets up each morning praying silently that it won't rain. "When it rains it often floods and the sewage gets into everything," says the 60-year-old factory worker. "You can't use the toilet because it backs up. It's disgusting." La Matanza is among the poorest districts in the Buenos Aires metropolitan area, a maze of tiny cinder-block homes wedged together along dirt roads. There are no sewers, so the rains flood its houses and septic tanks, which often overflow into wells. Boiling is the only form of water treatment, and not everyone can afford the gas to boil the water. Nitrate levels, caused by sewage contamination, are dangerously high and waterborne diseases common. In Argentina, agonizing intestinal bugs cause 20 percent of infant deaths.

Across town in Laferrere, the Rusman family has the same problem. Their well is only two meters from the septic tank, and the water is often suspiciously murky after a rainfall. "Whenever we can we boil it before drinking," Alejandra Rusman explained. "But we don't often have money to pay for gas." The local church provides drinking water to those who can't pay for gas, but the Rusmans don't wish to be beggars. Alejandra worries constantly about her two sons Pablo and Martin, aged 7 and 4. "This situation is dangerous because we forget and the boys drink this cloudy water and it makes them sick," she said.

In 1993, the government privatized the Buenos Aires water utility under heavy pressure from the World Bank, the IMF and the U.S. government. At the time, it said that private firms would do better at bringing water and sewage connections to poor areas like La Matanza. The sell-off of the water company was part of a wholesale auction of state assets to foreign and Argentine businesses. Privatization was viewed as a magic bullet that could help save Argentina from an economic crisis that had produced hyperinflation of almost 5,000 percent in 1989.

The government granted a 30-year concession to run the water system to Aguas Argentinas, a consortium controlled by two French corporate giants, Compagnie Générale des Eaux (now Vivendi) and Lyonnaise des Eaux (now Suez). The consortium didn't pay a cent for the concession, but promised to reduce water rates and to improve and to expand water and sewage services. Soon thereafter, the World Bank declared the Buenos Aires privatization an overwhelming success, and made it a model for privatizations of water that followed in the Philippines, Indonesia, Australia and South Africa. But an ICIJ investigation showed that the Buenos Aires water privatization has been plagued by greed, deceit and failed promises. Its success has turned out to be mostly mirage. Furthermore, the investigation revealed that a World Bank employee went to work for Aguas Argentinas under a bank exchange program and helped negotiate higher water rates for the company. When he returned to the World Bank, he headed a team that gave Argentina a \$30 million loan.

While millions of people like the Parravicinos and the Rusmans are still waiting for the benefits of water privatization, the move enriched a group of union leaders, crony capitalists and officials in the government of former President Carlos Menem. The private gains of privatization have in some cases been spectacular. Investors have raked off huge dividends and in some cases earned windfall profits from the timely sale of their shares. Some officials are being investigated on corruption charges.

As for the public benefits of privatization, water quality and distribution and expansion of the sewage system have improved under private control. Aguas Argentinas figures indicate that it had hooked up about a million new people to the water system by 2000. But many observers believe that the public utility could have equaled that achievement. And the private water company has failed to live up to other selling points. Within a year of winning its concession, Aguas Argentinas wanted to renegotiate its contract, claiming financial problems. Over the next eight years, important initial contractual commitments, including promises to extend water and sewerage to millions living in poor districts, eventually vanished like water into sand.

Gérard Payen, senior executive vice president of Suez, told ICIJ that Buenos Aires is a "very big success" because the company is supplying water to 1.6 million people, half of whom live under the poverty line. He conceded that while some services have stopped the "reality is that we are still continuing to perform water delivery, seven days a week, and the people are very satisfied with our services." Even as the company increased rates and charged large connection fees to customers who could ill afford them, the government gutted its regulatory oversight of the company. Indeed, the failure of public officials to meet the responsibilities that privatization demanded of them has been a constant theme of Argentina's new water regime.

ETOSS (Ente Tripartito de Obras y Servicios Sanitarios), the government agency created to regulate Aguas Argentinas, has been toothless. In 2002, prosecutors filed an indictment, which was not directed at Aguas Argentinas but which stated that there were "serious and grave deficiencies in the fulfillment" of Aguas Argentinas' concession contract. The country's auditor general in November criticized ETOSS for the "excessive delay in the application of penalties" and for delaying construction works promised in the concession contract. ETOSS has levied \$16 million in fines against Aguas Argentinas for missed commitments, but the company disputes the claims and has not paid the fines. The government later canceled \$10 million of the fines as part of a new contract. For many of President Carlos Menem's allies, being invited to the sale of water assets was like getting their own keys to the candy store. Supporters found high-paid jobs as company executives and directors, while others got rich investing in the new firm. Menem's environment minister, Maria Julia Alsogaray, who awarded Aguas Argentinas numerous rate increases and contract concessions, is being prosecuted for illicit enrichment. After the privatizations of power and water utilities, she bought herself a Buenos Aires mansion and two apartments in New York. Furthermore, the ICIJ investigation has found that Argentine authorities are investigating others for the embezzlement of \$2 million in World Bank funds.

Argentina's current economic crisis is having a devastating effect on its people. Government figures showed that in 2002, about 100,000 people dropped out of the middle class each week to become the new poor. A country that only 10 years earlier had Latin America's highest standard of living was now on a level with Jamaica ; half of Argentina's 37 million people lived below the poverty level. The government had subsidy programs for about 2 million malnourished Argentines. But millions more got nothing. Some subsisted by scavenging through garbage. The crisis put pressure on Aguas Argentinas, which obtained at least 75 percent of the money it invested from the World Bank and allied international financial institutions. With last year's major devaluation of the peso, this reliance on foreign capital came back to haunt not just the water company, but the government and people of Argentina as well. In the spring of 2002, the company defaulted on about \$700 million in loans and threatened to reduce water services unless the government guaranteed the loans in U.S. dollars. The government refused, instead suggesting that Aguas Argentinas could save \$6.3 million a year by reducing its handsome executive salaries and perks. But when the International Monetary Fund insisted that President Eduardo Duhalde authorize a rate hike as a condition for renegotiating Argentina's foreign debt, Duhalde had no choice, in the summer of 2002, but to grant Aguas Argentinas a 10 percent increase. The rate hikes meant nothing to the many millions of poor Argentines who long ago surrendered hopes of being hooked up to water and sewer mains. But they threatened to push many businesses over the edge, with trickle-down effects in the rest of the population. "Any increase in electricity or water rates are a great threat to us," said Ruben Manusovich, president of a national small business organization.

Privatize or perish

"Surgery without anesthesia," was how Menem described his policies in 1989 as he set out to make Argentina one of the world's leading models for privatization. Faced with rampant inflation and reluctant international lenders, Menem won passage of the National Administrative Reform Law, which declared a state of economic emergency and gave him the power to privatize public utilities by decree. World Bank money came flowing back to Argentina. The bank's Buenos Aires director Richard Newfarmer announced Menem's initiatives showed Argentina had complied with the conditions of World Bank loans. Pieter Bottelier, director of Latin America for the World Bank, suggested the World Bank help Argentina privatize its water. And indeed it did. On Dec. 18, 1990, the World Bank approved a loan of \$300 million. "The new adjustment projects in Argentina," World Bank Vice President Shahed Husain said, "show that the government has decided to keep deepening the economic reforms." The World Bank's investment arm, the International Finance Corporation (IFC), opened its South American head office in Buenos Aires. At the official opening, IFC Vice President Wilfred Kaffenberger declared it to be "a suitable moment for investing in Argentina." World Bank President Lewis Preston visited the country in June 1992. In the luxurious dining room of the Argentine Jockey Club, over plates of smoked salmon and duck à l'orange, Preston declared that Argentina's "process of adjustment" was "an example for all Latin America." Among the crowd of functionaries and capitalists, none applauded louder than Santiago Soldati, a businessman and close Menem ally who would end up as the lead Argentine partner in the privatization of water. The World Bank's privatization package included a \$100 million loan for the provision of potable water and sewage services. The Argentine delegation that negotiated the loan included Minister of Economy Erman Gonzalez and Secretary of Water Affairs Mario Caserta. A decade later, Gonzalez had been indicted for trafficking arms to Ecuador and Croatia, and Caserta had been imprisoned for 2 1-2 years for laundering drug money. Gonzalez has pleaded not guilty and is still before the courts. Soldati, meanwhile, had sold his interest in the water company, making a tidy \$100 million in the process.

Turningthirst into profit

One of the great ironies of the Buenos Aires water privatization was that the public utility, the National Sanitation Services (Obras Sanitarias de la Nación, OSN), had been a well-run company. It was not overburdened with debt and in fact had a surplus the year before privatization. The OSN supplied drinking water to and hauled sewage from all of the city's 3 million inhabitants. But, as in most Latin American cities, the metropolitan area had expanded faster than the waterworks could keep up. Of the additional 9 million people living in the suburbs and shantytowns around Buenos Aires by 1993, only 50 percent were connected to water services, and 65 percent did not have sewer connections. Capital was needed in large amounts to bring water and sewer connections to the Mario Parravicinos and Alejandra Rusmans of the vast poor neighborhoods around Buenos Aires. But the World Bank refused capital for expansion and upgrades unless Argentina privatized the water system. "The state does not have resources to undertake billions of dollars of investments in order to avoid a collapse" of the water and sewer network, said OSN's supervisor, Eduardo Cevallo, in 1991. OSN, he added, would be "a model for privatization." Privatization was opposed, initially, by the labor movement. In 1990, Roberto Pereyra, the firebrand leader of the waterworks union, said he would "fight to the last drop of blood" to keep water public. He disdainfully referred to privatization advocates as "wizards who are rooted like tumors in the government and who take over state enterprises as booty of war." But Pereyra's fire was quenched by the so-called Programa de Propiedad Participada (PPP), which offered unions a 10-percent stake in the new company. The PPP "was intended to buy the consent of former OSN workers for the concession," an article prepared for the Inter-American Development Bank, stated baldly in 1998. In fact, about half the waterworks' 7,200 employees lost their jobs as a result of privatization. The PPP was aimed more at the union leaders than the rank and file. But on that score at least, it seems to have worked.

Twelve years after his "last drop of blood" threat, Pereyra was helping to administer his union's stake in Aguas Argentinas, and sat on the company's board. Sporting an expensive suit and silk necktie during an interview with ICIJ in his luxurious Buenos Aires office, Pereyra was not apologetic about his change of heart. "We agreed to rent our house, not to sell it, because the state did not have the necessary capital to invest in OSN to maintain and to expand the service," he said. The government announced that the concession winner would be the bidder who promised the greatest reduction in water rates - with the proviso that it not increase rates for 10 years and make commitments for greater investments in public works. Buenos Aires was the biggest prize ever to be offered the world's major private

utility companies. To land the Buenos Aires deal, Suez and Vivendi joined forces in 1992 with Menem supporter Soldati to create Aguas Argentinas.

Suez had the dominant share, with 25.3 percent, and Sociedad General de Aguas de Barcelona, a company partially owned by Suez, had another 12.6 percent. Vivendi had 8 percent while Anglian Water, a British company, held 4.5 percent. The remainder went to Argentine companies, including a 20.7 percent share to Soldati's company, Sociedad Comercial del Plata. The Bank of Galicia got 8.1 percent and Grupo Meller, a textile company run by Sergio Meller, a Menem supporter, got 10.8 percent. Soldati paid \$50 million for his stake. There were other bidders, including Aguas de Buenos Aires, a joint venture headed by Thames Water International Services, which later became a subsidiary of RWE; Canal de Isabel, a local Argentine venture; and Union Transitoria de Empresas, led by North West Water of the U.K. But from the start, the Soldati-French consortium seemed to have the upper hand, thanks in part to forceful lobbying by the conservative French government, which was strongly tied into France's big water companies.

Suez' chief executive, Jérôme Monod, was a leading fundraiser for President Jacques Chirac's party, the Rassemblement pour la République (RPR). A French court in 1994 ruled that a Suez subsidiary had paid millions in bribes to a RPR federal minister in return for the privatization of Grenoble's waterworks. Monod in 2001 left Suez and joined Chirac directly as an adviser working from the Elysée Palace. A succession of French dignitaries, including France's Minister of Commerce, Bruno Durieux, visited Buenos Aires in the early 1990s to lobby for the Suez/Vivendi bid. Durieux promised France would increase investments in Argentina based on "how many privatizations we win." "The Embassy of France was hyperactive throughout the concession process," Daniel Chain of Aguas de Buenos Aires recalled. "Every week it invited political leaders to lunches attended by French ministers. However, the Embassy of Great Britain, which supposedly was supporting the bid of the British company, Thames, had a low profile. It was an unequal fight."

"Everybody lobbied," said Carlos Ben, who at the time was a member of the OSN privatization commission and who later became the assistant director-general of Aguas Argentinas. "No one had privileges. ... It was a very transparent bidding process." The bids were opened on Dec. 9, 1992, at the Postal Palace of Buenos Aires. As Cevallo declared Aguas Argentinas the winner, shouts of euphoria burst from the French group. They had won by a whisker - offering a rate reduction of 26.9 percent, compared to the 26.1 percent promised by Aguas de Buenos Aires. The concession, covering an area of 9.3 million people (about 2.7 million in the suburbs were left out), was assigned to Aguas Argentinas on April 28, 1993. Over the next 30 years, Cevallo said, Aguas Argentinas had committed itself to invest \$4.1 billion and "to connect more than 4,200,000 inhabitants to a normal water supply and almost 4,800,000 to the sewage system."

Private gain, public pain

As soon as Aguas Argentinas took control, the company made good its contractual commitment and dropped water rates 26.9 percent. However, the reduction could be construed as contrived. In 1991, having targeted the waterworks for privatization, the government drove up water rates by 25 percent in February and then another 29 percent in April. The following year, it added an 18 percent sales tax and raised the rates another 8 percent. In effect, the company had partially rolled back huge rate increases imposed just before privatization. (Philippines government officials adopted the same Argentine tactic when in 1997 they privatized Manila's waterworks. Philippine officials claimed it helped garner popular support for the privatization.) The ink had barely dried on the contracts when many of Aguas Argentinas' important commitments turned to dust. Within a year, the company had asked the government's newly established water authority ETOSS for a rate increase. The company claimed it had invested \$300 million and lost \$23 million and couldn't continue under such conditions. ETOSS, which was financed with 2.65 percent of Aguas Argentinas' billings, granted an increase of 13.5 percent in exchange for advancing the dates of the investments agreed upon in the original contract, including the installation of water pipes and sewers in various shantytowns. "What was said in 1993, that there was not going to be an increase in rates for 10 years, was not meant in absolute terms," Aguas Argentinas' Ben told ICIJ. "It was to indicate to the bidders that they should not put a speculative

number [on rate reductions]. There was not a presumption of a freezing of rates." Menahem Libhaber, the chief water and sanitation engineer for the World Bank in Latin America, said false promises are simply part of the game when it comes to such huge public contracts. "You get into the business with low rates or high commitments - all the while telling yourself, 'When we are in we will renegotiate,'" Libhaber told ICIJ. "The public sector has to be aware," he said, that companies are disingenuously putting their best foot forward. "Sometimes it's a game to get into the business. ... And they [the companies] have leverage once they are in."

With their "model" privatization in trouble, the World Bank and its International Finance Corporation (IFC) issued loans to Aguas Argentinas worth \$911 million between 1993 and 1997 for three sewage and water projects. Also, for \$7 million, the IFC purchased 5 percent of Aguas Argentinas' shares. The World Bank was now not only a lender but also a partner in Aguas Argentinas. After Menem won re-election in May 1995, he was impatient to make an official visit to France. But France had denied him an invitation, among other reasons because his government had refused to extradite Navy captain Alfredo Astiz, sought by a Paris judge for the murder of three French nuns during the military dictatorship of 1976 to 1983. Political problems were eventually brushed aside.

In February 1996 President Chirac welcomed Menem at the Elysée Palace. In the highlight of his visit, the University of Paris awarded him an honorary degree in a ceremony at the Sorbonne. Later, Menem and his Minister of Economy, Domingo Cavallo, met with Suez president Monod, who indicated he wanted to renegotiate the entire water contract in return for speeding up the water and sewer connections, high-placed sources in the Argentine department of External Affairs told ICIJ. Back home, meanwhile, Buenos Aires residents were beginning to grumble about higher water rates. In April 1996, a protest movement began in the suburban town of Lomas de Zamora and soon spread through the Buenos Aires area. Thousands of new water clients blocked roads into the capital to protest the \$800 charged by Aguas Argentinas to connect to the water and sewage systems.

A congressional commission concluded that Aguas Argentinas had "committed serious and grave breaches of contract." The commission ordered the company to suspend the charging of connection fees for 80,000 new users in the Buenos Aires metropolitan area. The commission also concluded that Aguas Argentinas was failing to meet its goals of renovating water and sewage networks and was failing to inform ETOSS of what it was doing. In November 1996, ETOSS and Aguas Argentinas agreed to reduce the connection rate to \$200 while creating a new fee called Universal Service to be paid by old clients. "It was a cross-subsidy for the new clients who were poor," explained ETOSS director Cevallo. The protests petered out. But the real winner was Aguas Argentinas. It had succeeded in imposing fees not described in its contract. Meanwhile, Menem was taking steps that would undercut ETOSS' authority and place more power in the hands of a political ally. On Feb. 14, 1997, he signed Decree 149 granting Maria Julia Alsogaray, the secretary of environment, authority over the fulfillment of the contract and authorizing her to renegotiate the contract with Aguas Argentinas.

Alsogaray was one of the most flamboyant, controversial figures in Menem's government, filling the tabloids with juicy stories about her divorce and love affairs, and at one point posing for a magazine at a ski resort clad only in a fur coat. Alsogaray would eventually become a symbol of the greed and corruption that accompanied Menem's neo-liberal economic policies. Menem was elected in 1989 by allying himself with Alsogaray's father, conservative politician Alvaro Alsogaray. As repayment, Maria Julia was put in charge of privatizing the state telephone company, Entel, and the state steel company, Somisa. She took over the environment ministry in 1991 and made 13 trips to Paris while in that position. During French President Chirac's visit to Argentina in March 1997, according to Argentine foreign ministry sources, he discussed the water privatization contract with Argentine officials. A short time later, Alsogaray agreed to review it. The decision worried Cevallo, then director of ETOSS. "I went to the bicameral commission of the Congress and I told the deputies and senators that they were opening a Pandora's box," he told ICIJ. He said Aguas Argentinas had built only about a third of the new pumping stations and underground mains it had promised to complete by 1997. It had invested only \$9.4 million of a promised \$48.9 million in sewage networks. The company was delaying construction of the crucial Berazategui wastewater treatment plant. As a result, most of the city's sewage was being dumped directly into rivers and cesspools, creating serious health hazards and

increasing the levels of nitrates in the waters. High nitrate levels reduce blood oxygen in infants and can be fatal. By failing to build the plant, Aguas Argentinas was saving itself about \$100,000 a day in costs - which added \$35 million a year in profits - according to an estimate from a 1996 World Bank report. Ben of Aguas Argentinas said the treatment plant was delayed because it required "further investigation."

As negotiations for a revised contract heated up, a senior World Bank water manager joined the staff of Aguas Argentinas. Under the World Bank's Staff Exchange Program, Ventura Bengoechea went to work for Aguas Argentinas in 1997 and continued until a new contract was signed in 2000. His job was negotiating rate increases or, as the Bank says, "preparation of proposals for modifications to existing tariff regime and for their negotiation with the regulatory entity." The World Bank continued to pay his salary. After returning to the bank, Bengoechea became senior water and sanitation specialist for Latin America and was team leader on a \$30 million loan made to Argentina in 1999. A spokesperson for the World Bank said that such arrangements were fully consistent with Bank rules. According to the World Bank's project appraisal document, the Buenos Aires concession, among others in Argentina, was "under significant stress, unless actions are taken to correct the problems." It added that a "major re-negotiation of contract was needed for the Buenos Aires concession." A World Bank subsidiary had bought into Aguas Argentinas, and now a World Bank employee had become the private company's main rate negotiator. The international financial community was fully invested in the company's success - though by then it wasn't entirely clear that success meant the same thing to Aguas Argentinas and the nation it was supposed to serve.

The French cash in

Santiago Soldati heads a powerful Argentine business clan with interests in oil and gas wells and exploration, gaming, entertainment and real estate. The family's businesses expanded greatly during the 1990s by gaining equity in privatized government utilities for pennies to the dollar. One of Soldati's biggest money-makers was Aguas Argentinas. In July 1998, Suez offered Soldati \$90 million for his 20.7 percent stake in the company. He had bought it five years earlier for \$50 million. But Soldati turned down the chance at a \$40 million gain. At the time Aguas Argentinas was in negotiations for large rate increases. In May 1998, the company asked ETOSS for a rate increase of 11.7 percent. When ETOSS authorized only 1.61 percent, Aguas Argentinas appealed to Alsogaray who in turn persuaded Menem to authorize a 5.1 percent increase, which eventually became a 17 percent increase. A judge froze part of the rate hike, but the government successfully appealed and the hike went through.

The new rates represented an even happier windfall for Soldati. On Oct. 9, 1998, the Soldati group sold out to Suez for \$150 million dollars. "I do not know if it was ethical or not," Cevallo said of the rate increase. "What I know is that in the long run Soldati and Suez benefited." Horacio Caló, a spokesman of Soldati Group, confirmed the sale but refused further comment. Seven days after Soldati's sale to Suez, Soldati and Menem flew off to France where another honor awaited the Argentine president - to speak to the Academy of the French Language. Only once before, with Emperor Pedro II of Brazil in 1872, had a South American visitor been invited to speak to the Academy. Unfortunately, Menem speaks no French. He addressed the august assembly in Spanish. Once back in Argentina, Menem began renegotiating the Aguas Argentinas contract. Critics claimed Aguas Argentinas had failed to invest even half the \$1.3 billion it had promised. The company said its investment plans were on hold pending renegotiation of the contract. Critics charged that Menem had allowed Aguas Argentinas to hold the country ransom.

The company claimed it had increased water connections to 82.4 percent of the population, from 70 percent and thus met its water promises in the first five years of the contract. But at least 30 percent of the increase included the addition to the concession in 1995 of the city of Quilmes, most of whose residents were already connected. The company claimed it connected 61 percent of its customers to the sewage collection system. This fell just short of its commitment of 64 percent. The amount of actual sewage that is treated remained at about 5 percent, according to a study by Municipal Services Project of Queens University in Canada. Aguas Argentinas still dumps most of the untreated sewage from Buenos Aires into the Rio de la Plata.

On June 20, 1999, Jean Louis Chaussade, the general manager of Aguas Argentinas, promised a new billion-dollar, five-year investment plan, in exchange for another rate increase. He also made lawyer Juan Carlos Cassagne, a Menem ally and former adviser, president of Aguas Argentinas. The Menem government chose to disregard the company's shortcomings, rushing to sign a new contract on Nov. 29, 1999, just 11 days before the inauguration of a new Argentine president, Fernando de la Rúa. The new contract basically gave Aguas Argentinas what it wanted. It reduced its investment commitments by allowing it to delay construction of the water treatment plant and a fourth sewer main. It eliminated obligatory investments tied to rate increases and erased \$10 million in fines imposed by ETOSS for alleged contract violations. And it pegged rate increases to fluctuations in the U.S. inflation rate, calculated in pesos.

ETOSS's Cevallo told the ICIJ the new contracts "changed the financial equation for Aguas Argentinas." The company's "profit problems were solved." Not that its profits had ever exactly shrunk away. Aguas Argentinas' own figures indicate it made considerable profits from 1993 to 2001, although the exact amount is in dispute. Cevallo says that Aguas Argentinas earned between 15 percent and 25 percent each year, and other economists cited by the Inter-American Development Bank put the profit rate as high as 40 percent. In March 1996, the company announced it earned \$54 million in just the previous year. However, Ben, the company official, put the profit rate at 4 percent during those years - a total of \$427 million of which \$109 million was paid out in dividends. The higher profit rate calculations are based on the company's net assets, Ben said, "but we are not owners of the assets."

Whatever the profit rate, government officials involved with water company privatization did not escape the charges of corruption that dogged Menem after he left power in 2000. Federal Judge Juan Jose Galeano accused Alsogaray of illicit enrichment, noting that her declared assets were worth \$300,000 in 1989 and \$2.5 million when she left government. Galeano charged that Alsogaray's legal income of \$3,000 a month could not justify those assets, which included a Buenos Aires mansion, two apartments on New York's Central Park, and a lifestyle to go with them. Prosecutors are also investigating allegations that Alsogaray illegally transferred land to France Telecom, one of the concessionaires of the state telephone company Entel ; paid illegal consulting fees to lawyers and an auditing company concerning Entel ; and overpaid by \$10 million a debt owed by Entel to an Argentine company. As of December 2002, these and seven other cases involving Alsogaray were still before the courts. Alsogaray has denied all charges and claims she is a "victim of the justice system." Menem and his private secretary, Ramon Hernandez, were also under investigation regarding money in Swiss bank accounts and money laundering. Neither Menem nor Alsogaray would agree to interviews for this story. Menem is running for re-election in 2003.

Where are the waterworks ?

On Jan. 9, 2001, a little more than a year after signing the new contract, the new Argentine government agreed to allow Aguas Argentinas to hike water rates 9.1 percent across the board. In exchange, the company promised to speed up its \$1.1 billion spending plans. The government hoped the construction projects would help revitalize the Argentine economy, which had been in recession for more than a year. Then the bottom fell out of the Argentine economy. Bank accounts were frozen, and the Argentine peso was devalued, sparking renewed inflation. Ten years earlier, the massive amounts of capital the World Bank ploughed into Argentina were seen as the foundation of a new, rock-solid economy run by private enterprise. By the end of 2001, the debt had become even more burdensome. Aguas Argentinas owed \$687 million, including \$124 million to the IFC, \$297 million to the Inter-American Development Bank, and \$78 million to the European Investment Bank. Facing an imminent peso devaluation, Aguas Argentinas' president Cassagne threatened in February 2002 to suspend certain water services and all of the company's construction plans unless the Argentine central bank guaranteed the company an exchange rate of one dollar per peso to pay its external debt of nearly \$700 million. When the government refused the guarantee, Aguas Argentinas demanded another rate increase, estimated at 42 percent, to compensate for cost increases. When the government again rejected the company's demands, it threatened to take its claim to the International Center for the Settlement of Investment Disputes, which is part of the World Bank. The World Bank, through its affiliate IFC, owns 5 percent of Aguas Argentinas. The government of Argentina moved to forbid Aguas

Argentinas from lodging the claim ; France countered by defending it. Asked if the bank would be in conflict of interest if the case proceeded, Jamal Saghir, the World Bank's water director, said : "I cannot make a judgment. I don't make a comment on that." In the spring of 2002, Aguas Argentinas defaulted on its loans.

As far as the World Bank sees it, the Buenos Aires privatization is still "very successful," according to Ventura Bengoechea, the senior World Bank water and sanitation expert. Bengoechea acknowledged in late 2002 that the company no longer was making serious investments in new water lines. "Obviously, everything is perfectible. But the balance is pretty positive." Suez couldn't agree more. "It is absolutely a success," Gérard Payen, senior executive vice president, told ICIJ. He said the company has delivered running water to about 700,000 poor people in Argentina. "There are big difficulties, as you know," Payen added. "The reality is that we are still continuing to perform water delivery, seven days a week, and the people are very satisfied with our services." Tell that to Parravicino and his neighbors, and millions like them, who still do not have sewage or city drinking water. "You just learn to live with not having it so it hardly represents a problem any more," Parravicino said. "What's more serious is the fact we have no sewers and paved streets." "I think that something can be done," he added, "but I still don't know who is responsible for it, the government or Aguas Argentinas."

[*Daniel Santoro](#), Argentina, is the national political editor at Clarin, Argentina's largest newspaper, and has conducted extensive investigations into government corruption, national security matters, and international drug trafficking. Santoro has broken a number of scandals detailing arms smuggling, including one story linking Argentine Gen. Antonio Angel Vicario to the 1993 sale of 230 tons of gunpowder to Croatia, which at the time was under a U.N. arms embargo. That story resulted in the first arrest of a high-ranking Argentine military official for arms trafficking. Santoro also revealed that Argentina had supplied about 6,500 tons of arms and ammunition to Croatia between 1991 and 1995, despite the embargo. Santoro was awarded the 1995 King of Spain international journalism award for his "outstanding contribution" to journalism. In addition to his work at Clarin, Santoro teaches investigative journalism at the Universidad de Belgrano in Buenos Aires and has also conducted classes at the Fundacion para un Nuevo Periodismo Iberoamericano, run by Nobel Prize-winning author Gabriel Garcia-Marquez in Colombia. In 2000, Santoro published Puro Periodismo (Pure Journalism), a journalism textbook.